



Message 2019-DIAF-24

26 novembre 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur l'eau potable

Nous avons l'honneur de vous adresser le présent message à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi du 6 octobre 2011 sur l'eau potable (LEP, RSF 821.32.1).

1. Introduction

Suite à la réorganisation de la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) et de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), le Conseil d'Etat a, dans sa séance du 10 décembre 2018, validé le transfert des fonctions planification et géomatique de la section inspectariat de l'eau potable et des eaux de baignade, actuellement au sein du Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV), vers le Service de l'environnement (SEn).

Ainsi, depuis le 1^{er} avril 2019, toutes les questions portant sur la planification de l'eau potable sont réunies au sein de la DAEC. Ce transfert permet la mise en place d'un secteur consolidé, dédié à la planification de l'eau potable. Les aspects touchant au contrôle des ouvrages et à l'analyse de la qualité de l'eau demeurent au SAAV, selon les attributions du droit fédéral.

Le présent projet de loi modifiant la loi du 6 octobre 2011 sur l'eau potable a pour objet de résoudre les adaptations formelles nécessaires liées au transfert de ces fonctions.

En outre, l'occasion est saisie pour actualiser la loi sur l'eau potable aux diverses modifications de lois qui ont eues lieu depuis son entrée en vigueur. Il s'agit principalement de la nouvelle loi fédérale du 20 juin 2014 sur les denrées alimentaires et les objets usuels, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2017.

Ce projet a été mis en consultation restreinte du 17 juin au 17 juillet 2019. Toutes les instances consultées, dont l'Association des communes fribourgeoises, se sont prononcées en faveur du projet et n'ont formulé aucune remarque sur le fonds. Les remarques sur la forme émises par le Service de la législation ont été prises en considération. En outre, pour assurer une adaptation complète à la nouvelle loi sur les finances communales, le Service des communes a demandé une adaptation minimale complémentaire ainsi qu'une modification identique, afin d'assurer le parallélisme, de la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux, RSF 812.1).

2. Commentaire des articles du projet

Article 1

L'article 1 contient les modifications proposées de la loi sur l'eau potable (LEP).

Vu

Il est proposé d'adapter les dates de deux lois fédérales à la suite de leurs modifications. Il s'agit d'abord la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI, RS 817.0), puis de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays (LAP, RS 531).

Article 2 al. 2

Il est ici proposé de remplacer la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels qui a été abrogée, par la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels qui entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2018 (RSF 732.1.1).

Article 8 al. 4

Le plan des infrastructures d'eau potable (PIEP) relève de la planification de l'eau potable. Il convient dès lors que celui-ci soit approuvé par la Direction chargée de la gestion des eaux, à savoir la DAEC, et non plus la DIAF selon la nouvelle répartition des tâches entre le SAAV et le SEn.

Article 10

Cet article précise la répartition des tâches attribuées à la Direction chargée de la gestion des eaux (la DAEC) et à la Direction chargée du contrôle des denrées alimentaires (la DIAF).

Article 11

Cet article énumère les tâches qui doivent être accomplies par le SEn, service chargé de la gestion des eaux. Ces tâches de planification des eaux qui étaient auparavant attribuées au SAAV sont transférées au SEn. Seule la lettre e) de l'actuel article 11 concernant la participation aux travaux de la Commission consultative pour la ges-

tion des eaux n'a pas été reprise car la nomination à la commission est déjà réglée aux articles 6 à 8 LCEaux.

Article 11a (nouveau)

Il est ici énuméré les tâches qui restent à être accomplies par le SAAV.

Article 22 al. 2

Cet article précise que le service compétent pour l'analyse des échantillons d'eau potable est le SAAV.

Article 23 al. 1,2 et 3, art. 24 al. 1 et art. 25 al. 1 et 3

Les adaptations de ces articles traitent tous de la qualité de l'eau potable. Il est donc juste précisé que ce domaine relève de la compétence du SAAV.

Article 26 al. 1 et 2

L'article 26 est reformulé afin de préciser que chaque mise à jour du dossier des eaux potables doit être communiquée aux services concernés, à savoir principalement le SAAV et le SEn (précédemment seulement au SAAV).

L'alinéa 2 précise aussi que non seulement le règlement d'exécution détermine les modalités de l'établissement de ce dossier mais aussi les modalités de la communication de ses mises à jour aux services concernés.

Article 32 al. 1 et 2

Il s'agit d'adapter la formulation de cet article à la nouvelle législation sur les finances communales.

Actuellement, l'alinéa 1 let. a institue une priorité du financement entre les charges financières (amortissement des dettes et intérêts) et «ensuite» du maintien de la valeur. En matière d'amortissements dits obligatoires, la nouvelle législation sur les finances communales opère un changement dans la méthodologie: désormais, l'amortissement des biens sera déterminé conformément à la dépréciation de leur valeur et en fonction de leur durée d'utilisation (notion d'«amortissement comptable»). Le remboursement des emprunts (notion d'«amortissement financier») devra naturellement aussi se faire, mais il s'agit d'une opération indépendante du processus comptable, qui concerne la gestion financière de la seule compétence de l'exécutif communal.

En outre, la gestion du maintien de la valeur – par le financement spécial y relatif – n'est pas non plus dépendant du remboursement des dettes comme tel. Le maintien de la valeur dépend plutôt des dépenses d'investissement, consenties et à prévoir, ainsi que de la durée d'utilisation

des ouvrages concernés. Le terme «ensuite» aux alinéas 1 et 2 (seulement dans la version française) s'explique historiquement par la notion d'amortissement financier qui exigeait l'affectation des recettes de taxes d'abord au remboursement des dettes avant d'alimenter la réserve du maintien de la valeur. Dans ce sens, la priorité n'a plus lieu d'être.

Article 38 al. 1 et article 39 al. 1

Il s'agit ici simplement d'ajuster les renvois aux articles de la nouvelle LDAI ainsi que le nombre de jours pour faire opposition et recours qui ont été modifiés. Le délai pour former opposition est de dix jours (au lieu de cinq) et le délai pour interjeter recours est de trente jours (au lieu de dix).

Article 44 al. 2

Il est proposé à l'alinéa 2, d'adapter le délai de six ans fixée par la LEP et de le prolonger de deux ans, soit huit ans au total, afin que l'Etat puisse établir le PSIEau dans un délai raisonnable, après la livraison des derniers PIEP par les communes durant le premier semestre 2019.

Article 2

L'article 2 contient la modification proposée de la loi sur les eaux (LCEaux),

Article 42 al. 1

Il s'agit d'adapter la formulation de cet article à la nouvelle législation sur les finances communales et d'avoir une formulation identique à celle de l'article 32 LEP, auquel il renvoyé pour le commentaire.

Articles 3 et 4

Ces articles ne nécessitent pas de commentaire particulier.

3. Incidences financières et en personnel

Le présent projet de loi n'induit aucune incidence financière ou en personnel. En effet, le transfert des tâches du SAAV au SEn a aussi impliqué le transfert du personnel (2.15 EPT) y relatif.

4. Influence du projet sur la répartition des tâches Etat-communes

Le présent projet de loi n'a aucune influence sur la répartition actuelle des tâches entre l'Etat et les communes.

5. Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

Les modifications ou adaptations concernées par le présent projet de loi sont conformes au droit fédéral.

Ce projet de loi ne rencontre par ailleurs aucune incompatibilité avec le droit européen.

6. Développement durable

Le présent projet est conforme aux principes du développement durable.



Botschaft 2019-DIAF-24

26. November 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über das Trinkwasser

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zu einem Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über das Trinkwasser vom 6. Oktober 2011 (TWG, SGF 821.32.1).

Gewässergesetz vom 18. Dezember 2009 (GewG, SGF 812.1) vorgenommen werden.

1. Einleitung

Aufgrund der Reorganisation der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD) und der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) hat der Staatsrat in seiner Sitzung vom 10. Dezember 2018 den Transfer der Planungs- und Geomatikaufgaben des Trink- und Badewasserinspektorats vom Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW) zum Amt für Umwelt (AfU) validiert.

Seit dem 1. April 2019 werden somit alle Fragen der Trinkwasserplanung von der RUBD behandelt. So entstand ein Sektor, der ganz der Trinkwasserplanung gewidmet ist. In Übereinstimmung mit dem Bundesrecht wird das LSVW weiterhin für die Aspekte in Zusammenhang mit der Kontrolle der Bauwerke und der Analyse der Wasserqualität zuständig sein.

Dieser Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über das Trinkwasser vom 6. Oktober 2011 hat die formellen Anpassungen, die aufgrund dieses Aufgabentransfers nötig werden, zum Gegenstand.

Zudem wird das Gesetz über das Trinkwasser bei dieser Gelegenheit an die verschiedenen Gesetzesänderungen angepasst, die seit seinem Inkrafttreten erfolgt sind. Es handelt sich vor allem um das neue Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände vom 20. Juni 2014, das am 1. Mai 2017 in Kraft getreten ist.

Dieser Entwurf wurde vom 17. Juni bis am 17. Juli 2019 in eine eingeschränkte Vernehmlassung gegeben. Alle konsultierten Instanzen, unter anderem auch der Freiburger Gemeindeverband, haben sich für den Entwurf ausgesprochen und keine Bemerkungen zum Inhalt formuliert. Die vom Amt für Gesetzgebung eingereichten Bemerkungen zur Form wurden berücksichtigt. Das Amt für Gemeinden hatte eine geringfügige zusätzliche Anpassung verlangt, um eine vollständige Anpassung an das neue Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden sicherzustellen. Die gleiche Anpassung musste der Einheitlichkeit halber auch am

2. Kommentar zu den einzelnen Artikeln des Entwurfs

Artikel 1

Artikel 1 enthält die vorgeschlagenen Änderungen am Gesetz über das Trinkwasser (TWG).

Ingress

Es wird vorgeschlagen, die Daten der beiden geänderten Bundesgesetze anzupassen. Es handelt sich zum einen um das Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG, SR 817.0) und zum andern um das Bundesgesetz über die wirtschaftliche Landesversorgung (LVG, SR 531).

Artikel 2 Abs. 2

Hier wird vorgeschlagen, das aufgehobene Gesetz betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden durch das Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden zu ersetzen, das am 1. Juli 2018 in Kraft getreten ist (SGF 732.1.1).

Artikel 8 Abs. 4

Der Plan der Trinkwasserinfrastrukturen (PTWI) fällt in den Bereich der Trinkwasserplanung. Folglich sollte dieser nach der neuen Aufgabenverteilung zwischen LSVW und AfU von der für die Gewässerbewirtschaftung zuständigen Direktion, also der RUBD, und nicht mehr von der ILFD genehmigt werden.

Artikel 10

In diesem Artikel wird die Verteilung der Aufgaben zwischen der für die Gewässerbewirtschaftung zuständigen Direktion (RUBD) und der für die Lebensmittelkontrolle zuständigen Direktion (ILFD) präzisiert.

Artikel 11

Dieser Artikel listet die Aufgaben des AfU auf, das für die Gewässerbewirtschaftung zuständig ist. Diese Aufgaben zur Planung des Trinkwassers, die zuvor dem LSVW zugeteilt waren, werden nun dem AfU übertragen. Lediglich Buchstabe e) des geltenden Artikels 11, in dem es um die Beteiligung an den Arbeiten der beratenden Gewässerbewirtschaftungskommission geht, wurde nicht übernommen, denn die Ernennung in diese Kommission ist bereits in den Artikeln 6–8 des GewG geregelt.

Artikel 11a (neu)

Hier sind die Aufgaben aufgelistet, die weiterhin vom LSVW erfüllt werden müssen.

Artikel 22 Abs. 2

Dieser Artikel hält fest, dass das LSVW das für die Analyse der Wasserproben zuständige Amt ist.

Artikel 23 Abs. 1, 2 und 3, Art. 24 Abs. 1 und Art. 25 Abs. 1 und 3

Bei den Anpassungen dieser Artikel geht es um die Trinkwasserqualität. Es wird daher lediglich präzisiert, dass dieser Bereich in die Zuständigkeit des LSVW fällt.

Artikel 26 Abs. 1 und 2

Artikel 26 wird dahingehend umformuliert, dass jede Nachführung des Trinkwasserdossiers den betroffenen Ämtern mitgeteilt werden muss, d. h. hauptsächlich dem LSVW und dem AfU (zuvor nur dem LSVW).

In Absatz 2 wird präzisiert, dass das Ausführungsreglement nicht nur die Modalitäten für die Erstellung dieses Dossiers regelt, sondern auch die Modalitäten für die Mitteilung der Nachführungen an die betroffenen Ämter.

Artikel 32 Abs. 1 und 2

Die Formulierung dieses Artikels muss an die neue Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden angepasst werden.

Der geltende Abs. 1 Bst. a nimmt eine Priorisierung vor, indem zuerst der Finanzaufwand (Schuldentilgung, Zinsen) zu finanzieren ist und anschliessend oder «später» die Kosten des Werterhalts. Im Bereich der sogenannten obligatorischen Schuldentilgung ändert die neue Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden die Methodik: von nun an wird die Abschreibung der Güter entsprechend ihrem Wertverlust und ihrer Nutzungsdauer bestimmt (Begriff der «buchhalterischen Abschreibung»). Selbstverständlich muss auch eine Rückzahlung

der Darlehen erfolgen (Begriff der «obligatorischen Schuldentilgung»), es handelt sich jedoch um eine vom Buchhaltungsprozess unabhängige Operation, die die finanzielle Verwaltung betrifft, für die ausschliesslich die Gemeindeexekutive zuständig ist.

Ausserdem ist das Werterhaltungsmanagement – durch die entsprechende Spezialfinanzierung – von der Schuldenrückzahlung als solche unabhängig. Der Wertehalt hängt vielmehr von den vorgenommenen und vorzusehenden Investitionsausgaben sowie von der Nutzungsdauer der betreffenden Anlagen ab. Der Ausdruck «später» in Abs. 1 und (nur im französischen Text) 2 ist historisch begründet durch den Begriff der obligatorischen Schuldentilgung. Die obligatorische Schuldentilgung verlangte, dass die Gebühreneinnahmen zuerst für die Rückzahlung der Schulden verwendet wurden, bevor damit die Reserven für den Werterhalt gespeist wurden. In diesem Sinne ist eine Priorisierung nicht mehr angebracht.

Artikel 38 Abs. 1 und Artikel 39 Abs. 1

Hier geht es lediglich darum, den Verweis auf die Artikel des neuen LMG anzupassen, sowie die geänderte Anzahl Tage, um Einsprache oder Beschwerde einzureichen. Die Einsprachefrist beträgt 10 Tage (anstatt fünf) und die Beschwerdefrist beträgt 30 Tage (anstatt 10).

Artikel 44 Abs. 2

In Absatz 2 wird vorgeschlagen, die im TWG festgelegte Frist von sechs Jahren um zwei Jahre, also auf insgesamt acht Jahre, zu verlängern, damit der Staat die STWI innert einer vernünftigen Frist erstellen kann, nachdem die Gemeinden die letzten PTWI im ersten Halbjahr 2019 eingereicht haben.

Artikel 2

Artikel 2 enthält die für das Gewässergesetz (GewG) vorgeschlagenen Änderungen.

Artikel 42 Abs. 1

Die Formulierung dieses Artikels muss an die neue Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden angepasst werden und sollte mit jener von Artikel 32 TWG übereinstimmen. Es wird daher auf den Kommentar zu Artikel 32 TWG verwiesen.

Artikel 3 und 4

Diese Artikel erfordern keinen besonderen Kommentar.

3. Finanzielle und Personelle Auswirkungen

Dieser Gesetzesentwurf hat keine finanziellen oder personellen Auswirkungen, da der Transfer der Aufgaben vom LSVW an das AfU auch mit dem Transfer des entsprechenden Personals (2,15 VZÄ) einherging.

4. Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Dieser Entwurf hat keine Auswirkungen auf die gegenwärtige Aufteilung der Aufgaben zwischen Staat und Gemeinden.

5. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht

Die betreffenden Änderungen oder Anpassungen sind bundesrechtskonform.

Dieser Gesetzesentwurf weist auch keinerlei Unvereinbarkeiten mit dem Europarecht auf.

6. Nachhaltige Entwicklung

Dieser Gesetzesentwurf entspricht den Grundsätzen der nachhaltigen Entwicklung.

Loi modifiant la loi sur l'eau potable

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): 812.1 | **821.32.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 20 juin 2014 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI) et ses ordonnances d'exécution;

Vu la loi fédérale du 17 juin 2016 sur l'approvisionnement économique du pays (LAP);

Vu le message 2019-DIAF-24 du Conseil d'Etat du 26 novembre 2019;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

L'acte RSF 821.32.1 (Loi sur l'eau potable (LEP), du 06.10.2011) est modifié comme il suit:

Préambule (*modifié*)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 58, 75 et 77 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über das Trinkwasser

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: 812.1 | **821.32.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 20. Juni 2014 über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG) und die dazugehörigen Ausführungsverordnungen;

gestützt auf das Bundesgesetz vom 17. Juni 2016 über die wirtschaftliche Landesversorgung (LVG);

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DIAF-24 des Staatsrats vom 26. November 2019;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 821.32.1 (Gesetz über das Trinkwasser (TWG), vom 06.10.2011) wird wie folgt geändert:

Ingress (*geändert*)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 58, 75 und 77 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

Vu la loi fédérale du 20 juin 2014 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI) et ses ordonnances d'exécution;

Vu la loi fédérale du 17 juin 2016 sur l'approvisionnement économique du pays (LAP);

Vu l'ordonnance fédérale du 20 novembre 1991 sur la garantie de l'approvisionnement en eau potable en temps de crise (OAEC);

Vu la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux);

Vu la loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire (LSAI);

Vu le message du Conseil d'Etat du 5 juillet 2011;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 2 al. 2 (modifié)

² La législation spéciale, en particulier en matière de protection des eaux et d'aménagement des cours d'eau, sur l'aménagement du territoire et les constructions ainsi que sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels est réservée.

Art. 8 al. 4 (modifié)

⁴ La procédure d'approbation des plans directeurs communaux est applicable par analogie au PIEP. Celui-ci est approuvé par la Direction chargée de la gestion des eaux.

Art. 10 al. 1 (modifié), **al. 2** (nouveau)

Directions compétentes (titre médian modifié)

¹ La Direction chargée de la gestion des eaux (ci-après: la Direction) est la direction principalement responsable de la mise en œuvre de la législation fédérale et cantonale sur l'eau potable; elle accomplit toutes les tâches découlant de cette législation qui ne sont pas expressément confiées à une autre autorité.

gestützt auf das Bundesgesetz vom 20. Juni 2014 über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (LMG) und die dazugehörigen Ausführungsverordnungen;

gestützt auf das Bundesgesetz vom 17. Juni 2016 über die wirtschaftliche Landesversorgung (LVG);

gestützt auf die Bundesverordnung vom 20. November 1991 über die Sicherstellung der Trinkwasserversorgung in Notlagen (VTN);

gestützt auf das Gewässergesetz vom 18. Dezember 2009 (GewG);

gestützt auf das Gesetz vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit (LMSG);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 5. Juli 2011;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 2 Abs. 2 (geändert)

² Die Spezialgesetzgebung, insbesondere im Bereich des Gewässerschutzes und des Wasserbaus, der Raumplanung und des Baus sowie der Gebäudeversicherung, der Prävention und der Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden, bleibt vorbehalten.

Art. 8 Abs. 4 (geändert)

⁴ Das Genehmigungsverfahren für die Gemeinderichtpläne ist sinngemäss auf den PTWI anwendbar. Dieser wird von der für die Gewässerbewirtschaftung zuständigen Direktion genehmigt.

Art. 10 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (neu)

Zuständige Direktionen (Artikelüberschrift geändert)

¹ Die für die Gewässerbewirtschaftung zuständige Direktion (die Direktion) ist die für die Umsetzung der Bundes- und kantonalen Gesetzgebung über das Trinkwasser hauptverantwortliche Direktion; sie erfüllt alle Aufgaben, die sich aus dieser Gesetzgebung ergeben und die nicht ausdrücklich einer anderen Behörde übertragen wurden.

² Toutefois, les tâches en rapport avec la qualité de l'eau potable et celles qui découlent de la législation fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels incombent à la Direction chargée du contrôle des denrées alimentaires.

Art. 11 al. 1 (modifié)

Service chargé de la gestion des eaux (titre médian modifié)

¹ Le service chargé de la gestion des eaux (ci-après: le Service) assure en particulier la coordination des tâches en lien avec la planification de la distribution de l'eau potable. Il accomplit notamment les tâches suivantes:

- c) (modifié) il planifie les mesures à mettre en œuvre en temps de crise, en collaboration avec le service chargé de la protection de la population.
- d) Abrogé
- e) Abrogé

Art. 11a (nouveau)

Service chargé du contrôle des denrées alimentaires

¹ Le service chargé du contrôle des denrées alimentaires accomplit les tâches suivantes:

- a) il veille au respect des exigences fixées par la législation fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels;
- b) il effectue les analyses et les inspections des réseaux d'eau potable;
- c) il donne les préavis requis par la législation sur l'aménagement du territoire et les constructions pour les infrastructures d'eau potable;

Art. 12 al. 1

¹ Le service chargé de la protection de la population accomplit les tâches suivantes:

- b) (modifié – ne concerne que le texte allemand).

² Die Aufgaben in Zusammenhang mit der Qualität des Trinkwassers und diejenigen, die sich aus der Bundesgesetzgebung über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände ergeben, obliegen jedoch der für die Lebensmittelkontrolle zuständigen Direktion.

Art. 11 Abs. 1 (geändert)

Für die Gewässerbewirtschaftung zuständiges Amt (Artikelüberschrift geändert)

¹ Das für die Gewässerbewirtschaftung zuständige Amt (das Amt) gewährleistet insbesondere die Koordination der Aufgaben im Zusammenhang mit der Planung der Trinkwasserversorgung. Es erfüllt namentlich die folgenden Aufgaben:

- c) (geändert) Es plant die Massnahmen in Notlagen in Zusammenarbeit mit dem für den Bevölkerungsschutz zuständigen Amt.
- d) Aufgehoben
- e) Aufgehoben

Art. 11a (neu)

Für die Lebensmittelkontrolle zuständiges Amt

¹ Das für die Lebensmittelkontrolle zuständige Amt erfüllt die folgenden Aufgaben:

- a) Es sorgt für die Einhaltung der in der Bundesgesetzgebung über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände festgelegten Anforderungen.
- b) Es nimmt die Analysen und Inspektionen der Trinkwassernetze vor.
- c) Es erstellt die Gutachten für die Trinkwasserinfrastrukturen, die von der Raumplanungs- und Baugesetzgebung vorgeschrieben sind.

Art. 12 Abs. 1

¹ Das für den Bevölkerungsschutz zuständige Amt erfüllt die folgenden Aufgaben:

- b) (geändert – betrifft nur den deutschen Text) Es plant die Massnahmen in Notlagen in Zusammenarbeit mit dem Amt.

Art. 22 al. 2 (modifié)

² Elles procèdent d'office à des contrôles périodiques dans le cadre de l'exécution de leurs obligations d'autocontrôle. A cet effet, elles fournissent régulièrement des échantillons au service chargé du contrôle des denrées alimentaires aux fins d'analyse.

Art. 23 al. 1 (modifié), **al. 2** (abrogé), **al. 3** (abrogé)

¹ Le service chargé du contrôle des denrées alimentaires:

- a) (nouveau) communique aux distributeurs concernés le résultat des analyses;
- b) (nouveau) prescrit, s'il le juge nécessaire, les mesures à prendre;
- c) (nouveau) facture ses prestations selon une ordonnance spécifique.

² Abrogé

³ Abrogé

Art. 24 al. 1 (modifié)

¹ Lorsqu'il est constaté que l'eau destinée à la consommation est souillée ou présente des anomalies, le distributeur informe immédiatement les autorités communales concernées ainsi que le service chargé du contrôle des denrées alimentaires et prend toutes les mesures utiles.

Art. 25 al. 1 (modifié), **al. 3** (modifié)

¹ Le service chargé du contrôle des denrées alimentaires peut exceptionnellement autoriser la distribution temporaire d'une eau de secours ne répondant pas aux exigences de la législation fédérale sur les denrées alimentaires.

³ Il fixe les conditions d'utilisation de cette eau.

Art. 26 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 3** (nouveau)

¹ Les communes établissent et tiennent à jour, à leurs frais, le dossier des eaux potables.

² Le dossier contient, en particulier, les documents d'autocontrôle et le cadastre du réseau de distribution. Chaque mise à jour doit être communiquée aux services concernés.

Art. 22 Abs. 2 (geändert)

² Sie führen im Rahmen ihrer Pflicht zur Selbstkontrolle von Amtes wegen regelmässige Kontrollen durch. Zu diesem Zweck liefern sie dem für die Lebensmittelkontrolle zuständigen Amt regelmässig Proben zur Analyse.

Art. 23 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (aufgehoben), **Abs. 3** (aufgehoben)

¹ Das für die Lebensmittelkontrolle zuständige Amt:

- a) (neu) teilt die Ergebnisse der Analysen den betreffenden Verteilern mit;
- b) (neu) ordnet falls notwendig Massnahmen an;
- c) (neu) stellt seine Leistungen nach einer besonderen Verordnung in Rechnung.

² Aufgehoben

³ Aufgehoben

Art. 24 Abs. 1 (geändert)

¹ Wird eine Verschmutzung oder eine anormale Beschaffenheit des Trinkwassers festgestellt, so hat der Verteiler sofort die Gemeindebehörden und das für die Lebensmittelkontrolle zuständige Amt in Kenntnis zu setzen und die notwendigen Massnahmen einzuleiten.

Art. 25 Abs. 1 (geändert), **Abs. 3** (geändert)

¹ Das für die Lebensmittelkontrolle zuständige Amt kann ausnahmsweise die vorübergehende Verteilung von Notwasser bewilligen, das den Anforderungen der Bundesgesetzgebung über Lebensmittel nicht entspricht.

³ Es legt die Bedingungen für die Verwendung dieses Wassers fest.

Art. 26 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 3** (neu)

¹ Die Gemeinden erstellen auf ihre eigenen Kosten ein Trinkwasserdossier und führen es nach.

² Das Dossier enthält insbesondere die Dokumente der Selbstkontrolle und den Kataster des Leitungsnetzes. Jede Nachführung muss den betroffenen Ämtern mitgeteilt werden.

³ Le règlement d'exécution détermine les modalités de l'établissement de ce dossier et de la communication de ses mises à jour aux services concernés.

Art. 32 al. 1, al. 2 (modifié – ne concerne que le texte français)

¹ La taxe de base annuelle sert au financement:

a) (modifié) des frais fixes relatifs au maintien de la valeur des infrastructures d'eau potable (amortissement, intérêt et financement spécial);

² Pour les infrastructures d'eau potable existantes, la taxe est calculée en fonction de leur durée de vie et de leur valeur actuelle de remplacement fondées sur le PIEP.

Art. 38 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié)

¹ Conformément au droit fédéral, les décisions concernant les mesures prises en vertu des articles 34 à 36 LDAI sont sujettes à opposition auprès de l'autorité de décision, dans les dix jours dès leur communication.

² L'opposition est écrite; elle est brièvement motivée et contient les conclusions de l'opposant ou de l'opposante.

Art. 39 al. 1 (modifié)

¹ Conformément au droit fédéral, le délai de recours contre les décisions ayant trait à des mesures relevant du contrôle des denrées alimentaires est de trente jours.

Art. 44 al. 2 (modifié)

² Sur la base des projets de PIEP, l'Etat établit le PSIEau dans le délai de huit ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

³ Im Ausführungsreglement werden die Modalitäten für die Erstellung des Dossiers und für die Mitteilung seiner Nachführungen an die betroffenen Ämter festgelegt.

Art. 32 Abs. 1, Abs. 2 (geändert)

¹ Die jährliche Grundgebühr dient der Finanzierung:

a) (geändert) der Fixkosten für den Werterhalt der Trinkwasserinfrastrukturen (Abschreibung, Zinsen und Spezialfinanzierung);

² *Betrifft nur den französischen Text.*

Art. 38 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

¹ Verfügungen über Massnahmen, die aufgrund der Artikel 34–36 LMG ergriffen werden, können gemäss Bundesrecht innert zehn Tagen nach ihrer Eröffnung bei der verfügenden Behörde mit Einsprache angefochten werden.

² Die Einsprache ist schriftlich; sie wird kurz begründet und enthält die Behgehren der Einsprecherin oder des Einsprechers.

Art. 39 Abs. 1 (geändert)

¹ Für Beschwerden gegen Verfügungen über Massnahmen im Rahmen der Lebensmittelkontrolle beträgt die Beschwerdefrist gemäss Bundesrecht dreissig Tage.

Art. 44 Abs. 2 (geändert)

² Der Staat erstellt die STWI innerhalb von acht Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes gestützt auf die PTWI-Entwürfe.

II.

L'acte RSF 812.1 (Loi sur les eaux [LCEaux], du 18.12.2009) est modifié comme il suit:

Art. 42 al. 1

¹ La taxe de base annuelle sert à couvrir:

- a) (*modifié*) les frais fixes relatifs au maintien de la valeur des installations d'évacuation et d'épuration des eaux (amortissement, intérêt et financement spécial);

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Elle entre en vigueur le 1^{er} mars 2020.

II.

Der Erlass SGF 812.1 (Gewässergesetz [GewG], vom 18.12.2009) wird wie folgt geändert:

Art. 42 Abs. 1

¹ Die jährliche Grundgebühr dient der Finanzierung:

- a) (*geändert*) der Fixkosten für den Werterhalt der Abwasseranlagen (Abschreibung, Zinsen und Spezialfinanzierung);

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es tritt am. 1. März 2020 in Kraft.